

CCAP 08 2024

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE
(en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)

Acheteur public

État - Ministère des armées - Secrétariat Général pour l'Administration
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense
Service Infrastructure de la Défense Nord Est

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTERE DES ARMEES

Conducteur d'opération

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

Objet du marché

SAINT-DIZIER (52) – BA113 – Construction d'un bâtiment tertiaire pour l'EETIS

**Assistance à maîtrise d'œuvre pour l'étude des performances énergétiques et
environnementales**

Projet n°2024-PCO04-0152

COSI 455 345

ANNEXE(S) :

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense
- Guide de démarrage SUBCLIC

CCAP 08 2024

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1-1. OBJET DU MARCHÉ - DOMICILE DU TITULAIRE.....	4
1-2. DECOMPOSITION EN PARTIES TECHNIQUES.....	4
1-3. PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMÉES - OBLIGATION DE DISCRETION.....	4
1-4. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	10
1-5. INTERVENANTS	11
1-6 – LE MAÎTRE D’OUVRAGE	11
1-7 - PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE	11
1-8 - PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	12
1-9 – DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	12
1-10 – INSERTION PAR L’ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	12
1-11 – DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSÉ	12
ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	12
2-1. ORDRE DE PRIORITÉ	12
2-2. PIÈCES À DELIVRER AU TITULAIRE – CÉSSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES.....	13
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D’ÉVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES	13
3-1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	13
3-2. TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)	13
3-3. CONTENU DES PRIX - MODE D’ÉVALUATION DES PRESTATIONS ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES	13
3-4. VARIATION DANS LES PRIX	15
3-5. PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS	16
3-6. OBLIGATIONS COMPTABLES	18
ARTICLE 4 - DÉLAI(S) D’EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES.....	18
4-1. DÉLAI(S) D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	18
4-2. PÉNALITÉS POUR RETARD	18
4-3. PÉNALITÉS DE RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION	19
4-4. PÉNALITÉS DE RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS EN COURS D’EXÉCUTION	19
4-5. PÉNALITÉS POUR ABSENCE SUR CONVOCATION	19
4-6. PÉNALITÉS DOCUMENTS « DIFFUSION RESTREINTE »	19
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	19
5-1. RETENUE DE GARANTIE	19
5-2. AVANCE	19
ARTICLE 6 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D’EXÉCUTION	20
6-1. PÉRIODE DE PRÉPARATION.....	20
6-2. DOCUMENTS À FOURNIR SEMESTRIELLEMENT – DISPOSITIFS DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM	20
6-3. MESURES D’ORDRE SOCIAL – TRAVAIL DISSIMULÉ - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	21
6-4. ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS.....	21
6-5. ACCIDENTS DU TRAVAIL	22
6-6. SUIVANTS RÉSULTANT DE L’EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVÉ	22
6-7. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES.....	22
6-8. CLAUSE DE REEXAMEN.....	22
ARTICLE 7 - CONTRÔLES ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS	23
7-1. PRÉSENTATION DES DOCUMENTS.....	23
7-2. CONTRÔLE ET ADMISSION.....	23
ARTICLE 8. ASSURANCES	23
ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	24

CCAP 08 2024

9.1. OBJET DE LA CESSION	24
9.2. DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	24
ARTICLE 10. DIFFERENDS ET RESILIATION.....	25
10-1. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	25
10-2. RESILIATION DU MARCHE	25
10-3. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE	26
ARTICLE 11. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	26
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	26
12-1. CCAG PI	26

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation d'études environnementale (RE 2020) pour la construction d'un ouvrage types tertiaire d'environ 600 m² érigé de plain-pied et de parois de classe lourde. La géométrie sera un rectangle d'environ 14 m x 45 m.

Le mode de rémunération est fixé dans l'acte d'engagement.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité du lieu d'exécution, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à son siège social, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2. Décomposition en parties techniques

La mission du titulaire comprend les trois (3) parties techniques suivantes au sens de l'article 22 du CCAG PI. Leur contenu détaillé figure au CCTP. Le délai d'exécution de chaque partie technique est fixée à l'acte d'engagement :

- PT1 : avant-projet (AVP)
- PT2 : dossiers de consultation (DCE)
- PT3 : exécution et réception des travaux (EXE et REC)

Le titulaire du présent marché doit se conformer aux dispositions de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense joint en annexe.

1-3. Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion

Les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent les armées. Le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG PI.

1-3.1. Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'ouvrage.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le maître d'ouvrage exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.3.2 Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CP) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de CP en version numérique remplie, non signée, au format natif
- Demande de CP remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF
- Scan de la carte d'identité en version PDF

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de CP et retour de celui-ci validé. De ce fait, le chantier ne pourra débuter qu'à partir du moment où les CP seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

A l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribué de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au CP.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1-3.3. Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être obligatoirement munis de la carte d'identification professionnelle sécurisée ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

1-3.4. Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'ouvrage.

1-3.5. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par le maître de l'ouvrage.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG PI.

1-3.6. Marché sensible

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être

détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

- 1.3.6.1 -. Dispositions applicables concernant les documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » remis lors de l'exécution du marché
- 1.3.6.1.1 - Généralités applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »

Les documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » remis par l'acheteur public lors de l'exécution du marché sont listés dans un document.

Ces documents et supports ne peuvent être utilisés à d'autres fins que la réalisation des prestations du marché. En conséquence, ils ne peuvent être communiqués qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître.

Ils ne peuvent pas être rendus publics, sauf autorisation expresse et écrite de l'acheteur public.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas se considérer dégagé des dispositions décrites dans le présent article après achèvement des prestations ou pour quelque motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

Le titulaire du marché doit informer les opérateurs économiques auxquels il envisage de recourir, soit dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, soit dans le cadre d'une sous-traitance ou d'une sous-contractance, des présentes obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui. Il doit avoir obtenu de ces derniers un engagement écrit reprenant les termes du document remis par l'acheteur public avant toute communication de ces documents et supports.

- 1.3.6.1.2 - Modalités de remise au titulaire des informations et supports remis lors de l'exécution du marché portant la mention « Diffusion Restreinte »

Les informations contenues dans les documents et supports identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », nécessitent un suivi particulier. En conséquence, ces documents et supports ne seront remis par l'acheteur public au titulaire qui préalablement se sera engagé à assurer leur protection conformément au document listant les documents « Diffusion Restreinte ».

La transmission de documents de niveau « Diffusion Restreinte » ne peut s'effectuer par la voie électronique sans avoir été au préalable chiffrés avec le logiciel ACID V7.

Si le titulaire ne dispose pas du logiciel ACID V7, les documents comportant une mention de protection seront transmis de façon numérique en utilisant le logiciel ZED ou par courrier postal avec accusé réception ou seront remis en main propre.

- 1.3.6.2 Généralités applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »
- 1.3.6.2.1 - Documents remis au titulaire

Les informations objets des documents et supports désignés en annexe du présent CCAP et/ou remis lors de l'exécution du marché, sont la propriété du ministère des armées, sauf mention expresse particulière.

Le titulaire s'engage :

- À ne communiquer ces documents et supports qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché ;
- À retranscrire les obligations du présent article à tous ces sous-contractants qui ont besoin de connaître ces documents et supports pour l'exécution du marché ;
- À ne pas rendre publics ces documents et supports, sauf autorisation expresse et écrite de l'acheteur public ;
- À informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution du marché, aux informations contenues dans les documents et supports, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection figurant dans le présent article.

Le titulaire ne peut prétendre, au regard de l'application de ces mesures particulières de sécurité, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre.

Et ce, sous réserve qu'il établisse que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuses pour lui l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé des obligations décrites dans le présent article même après achèvement ou résiliation du marché, pour quel que motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- L'instruction générale interministérielle n°1300/SGDN/PSE/SSD sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction et notamment son annexe 1 relative aux règles de protection des informations et supports portant la mention Diffusion Restreinte ;

- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015.

Les documents et supports désignés en annexe du présent CCAP et/ou remis lors de l'exécution des prestations identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », qui n'ont pas été remis au titulaire lors de la procédure de passation du marché, lui seront remis par la personne publique.

Les documents et supports désignés en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément aux dispositions ci-après, ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire.

La liste et l'identité des personnes concernées sont tenues à jour de manière permanente par le titulaire et communiquées par ce dernier à la personne publique sur simple demande.

Le titulaire s'engage à ce que les documents et supports désignés en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur destruction dans les conditions prévues au présent article.

La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », doit être limité au strict nécessaire à l'exécution du marché.

Chaque reproduction, partielle ou totale, de ces documents et supports, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le titulaire s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, date et lieu de naissance.

Le titulaire s'engage à transmettre des documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies uniquement :

- À l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par lui ;
- Vers l'extérieur :
 - Sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - Et par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par moyen garantissant la bonne réception du document ;
 - Ou par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

Pour le traitement, le stockage ou la transmission des informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple pour la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID Cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'information sensibles n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015.

A l'issue des opérations de réception, qui nécessitent la détention des documents et supports désignés en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à :

- Détruire les documents et supports figurant en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et la totalité des éventuelles copies, y compris celles réalisées par ses sous-contractants ;

- Effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID Cryptofiler ;
- À transmettre à l'acheteur public par mail à arnaud.grandjean@intradef.gouv.fr dans un délai de quinze (15) jours à compter de la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le document identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs signé par un de ses représentants. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité en application de l'article 4-6 du présent CCAP.
- 1.3.6.2.2 - Documents livrés par le titulaire

En complément des éventuelles dispositions contractuelles en matière de droits attachés aux résultats, les livrables listés en annexe du présent CCAP sont soumis aux dispositions spécifiques ci-après. En cas de contradiction, les dispositions du présent article prévalent.

Le titulaire s'engage à ne pas rendre publiques les versions de travail et la version définitives, de ces livrables, sauf autorisation expresse et écrite de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ne communiquer les versions de travail et la version définitive des livrables listés en annexe qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché.

Les versions de travail et la version définitive des livrables désignés en annexe ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire et dont la liste est tenue à disposition de l'acheteur et de tous représentants de ce dernier.

Le titulaire s'engage à ce que les versions de travail et la version définitive des livrables désignés en annexe et leurs éventuelles copies soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur réception dans les conditions prévues au présent marché.

La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des versions de travail et de la version définitive des livrables désignés en annexe doit être limité au strict nécessaire à l'exécution du marché.

Chaque reproduction, partielle ou totale, de ces livrables, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le titulaire s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, date et lieu de naissance.

Le titulaire s'engage à transmettre les versions de travail et la version définitive listées en annexe et leurs éventuelles copies uniquement :

- À l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par lui ;
- Vers l'extérieur :
 - Sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - Et par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par moyen garantissant la bonne réception du document ;
 - Ou par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

Pour le traitement, le stockage ou la transmission des versions de travail et de la version définitive, le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une

homologation de sécurité (par exemple pour la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID Cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'information sensibles n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015.

Une fois les livrables listés en annexe au présent CCAP et leurs éventuelles copies réceptionnées, le titulaire s'engage :

- À détruire toutes les versions papiers de travail et définitive de ces livrables et de leurs éventuelles copie, y compris celles réalisées par ses sous-contractants ;
- À effacer toutes les versions informatiques de ces documents en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID Cryptofiler ;
- À transmettre à l'acheteur public par mail à arnaud.grandjean@intradef.gouv.fr dans un délai de quinze (15) jours à compter de la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le document identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs signé par un de ses représentants. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur public, le titulaire encourt une pénalité en application de l'article 4-6 du présent CCAP.

Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé de ses obligations ci-dessus même après achèvement ou résiliation du marché, pour quel que motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

Le titulaire s'engage à retranscrire les obligations du présent article à tous ces sous-contractants qui ont besoin de connaître les versions de travail et les versions définitives des livrables listés en annexe.

1-3.7. Prises de vue et exploitation d'images

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et exploitation d'images appartenant au ministère des armées par une entreprise titulaire d'un contrat de la commande publique passé par le SID est soumise à **autorisation expresse** du service communication de la direction centrale du SID, de l'autorité militaire du site et du directeur du SID Nord-Est.

L'autorisation écrite est signée par le directeur du SID Nord-Est, qui précise :

- La finalité des images
- Les publics concernés
- La durée et les territoires d'utilisation
- Les supports et canaux d'exploitation

Le contenu des images sera soumis au contrôle des chaînes de communication du ministère avant leur diffusion, afin de veiller à ce que ces dernières ne présentent pas de faille en matière de sécurité des installations, matériels et personnels. Si tel était le cas, elles devraient être détruites.

Si l'entreprise peut les utiliser pour faire valoir son image et ses réalisations dans une logique de référencement client, le MINARM ne peut être perçu comme « garant » de la société et de ses produits. Par principe, la réalisation de prises de vue purement publicitaires est exclue, dès lors que l'entreprise peut retirer un avantage commercial direct de l'exploitation de l'image du MINARM.

Enfin, si l'entreprise souhaite utiliser la marque du SID, une autorisation écrite du directeur central du SID sera requise.

1-4. Forme des notifications et informations

1-4.1. Communication au titulaire

Les ordres de services (OS) et les états d'acomptes (EA) seront notifiés par le maître d'ouvrage par voie électronique (via CHORUS-PRO pour les EA). L'accusé réception par voie électronique du titulaire vaut

récépissé.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG PI, le maître d'ouvrage apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est ou son représentant.

1-4.2. Communication du titulaire

Toute communication au maître d'ouvrage devra être réalisée :

- Soit par lettre recommandée accusé de réception
- Soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

Cependant le maître d'ouvrage réclamera généralement au titulaire la transmission des documents par voie électronique en supplément de la remise physique spécifiée ci-dessus, sans que le titulaire puisse réclamer une indemnité.

1-5. Intervenants

Les interlocuteurs principaux du titulaire sont :

- Le chef du pôle de conduite des opérations RAFALE CANADA de la Division projet RAFALE CANADA du SID Nord-Est ;
- Le conducteur d'opérations du PCO RAFALE CANADA de la Division projet RAFALE CANADA du SID Nord-Est.

1-6 – Le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est la personne physique désignée dans l'acte d'engagement, à savoir le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est.

1-7 - Protection de l'environnement, de la faune et de la flore

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter aux articles 7 et 16 du CCAG PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Conformément à l'article L411-1 du code de l'environnement, le titulaire du marché doit s'assurer que l'exécution des prestations ne portera pas atteinte aux espèces de faune et de flore sauvage protégées. Le cas échéant, il devra obligatoirement prévoir, avant le début de prestation, un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

À ce titre, il est rappelé qu'il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

Les interdictions prévues à l'article L411-1 du code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet faisant l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Le non-respect des dispositions des arrêtés fixant la liste d'espèces protégées (nationale ou régionale)

constitue un délit prévu et réprimé par l'article L415-3 du Code de l'Environnement. Les peines peuvent aller jusqu'à 9000 € d'amende (le double en cas de récidive) et jusqu'à 6 mois d'emprisonnement.

1-8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT) (se reporter aux articles 6.1 à 6.4 du CCAG PI). Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Par ailleurs, dans le cadre de la pandémie COVID-19, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier. Pour cela, il se conformera au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTP, validé par le gouvernement, rendu public le 2 avril 2020 modifié, permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés.

1-9 – Développement durable

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable par le biais de la production de livrables dématérialisés.

1-10 – Insertion par l'activité économique

Sans objet.

1-11 – Dispositif social du militaire blessé

Sans objet.

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2-1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par mise au point et/ou avenant), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi :
 - ANNEXE 1 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense
 - ANNEXE 2 : Guide de démarrage SUBCLIC
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La Décomposition du Prix Forfaitaire (D.P.F.) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.) ;
- Le Détail Estimatif (D.E.) ;
- Le mémoire justificatif remis par le titulaire avec son offre (seuls les éléments demandés au règlement de consultation ont une valeur contractuelle) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3-4.2 ci-après.

2-2. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG PI, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- À l'entrepreneur titulaire et ses sous-traitants,
- Au mandataire, aux cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes

3-3-1. Les prix du marché

Les prix du marché sont hors T.V.A. et réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les déplacements, frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où elles s'exécutent.

Les prix tiennent compte :

- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs agents de se conformer aux consignes et règlements édictés par le commandant de Base ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les prestations sont exécutées ;
- Des frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- Des frais de participation aux réunions y compris de réalisation des comptes rendus ;
- Des visites ;

- D'une période de recouvrement lors d'un changement éventuel de personne physique.

En aucun cas, le prestataire ne peut arguer de l'imprécision des pièces fournies ou d'omissions pour refuser d'exécuter tout ou partie des prestations nécessaires au complet achèvement de sa mission.

3-3.2. Type de prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées :

- par l'application d'une formule mixte de prix forfaitaires et unitaires dont le libellé est donné dans l'acte d'engagement.

3-3.3. Modalités du règlement des comptes

3-3.3.1 Projets de décompte

Les prestations du marché feront l'objet d'un paiement après achèvement et réception des prestations comme stipulé dans l'échéancier des acomptes.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG PI, les demandes de paiements du titulaire prendront la forme de projets de décompte dont les modèles seront remis au titulaire.

Depuis le 1^{er} février 2017, le MINARM met en œuvre le portail Chorus Pro pour le traitement des projets de décompte dits « factures de travaux », à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des projets de décompte. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Pour mémoire, l'obligation de transmission des factures électroniques fixées par l'ordonnancement N°2004-697 du 26 juin 2014 s'applique aux contrats en cours ou conclus postérieurement.

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG PI, à la réception d'une partie technique par le maître d'ouvrage, le titulaire dépose sur le portail à destination du maître d'ouvrage, le projet de décompte établissant sa demande de paiement des prestations exécutées, arrêtée à la fin du mois précédent.

Pour cela, le fournisseur précise les informations suivantes permettant l'aiguillage du projet de décompte vers le destinataire approprié :

- Le cadre de facturation à utiliser est :
 - o A4 : dépôt par un fournisseur d'un projet de décompte mensuel
- Dans le bloc « destinataire », il convient de désigner le **maître d'ouvrage** identifié par :
 - o Une « structure » : SIRET 13000190200373 ;
 - o Un service : reprendre le code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement (code maîtrise d'ouvrage (Chorus PRO))
- Dans le bloc « identification », le projet de décompte déposé respecte impérativement le nommage suivant, inférieur à 20 caractères :
 - o N° engagement juridique + tranche (F ou O + n°) + rôle (T=titulaire) + n° de situation

Les projets de décompte des entreprises transmis par tout autre moyen que Chorus Pro seront réputés non parvenus dans les services de l'Etat.

Les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et à utiliser Chorus Pro selon les modalités définies ci-avant. Les projets de décompte ne devront pas faire figurer le montant de la variation de prix à régler, qui est calculé et établi par la personne publique.

3-3.3.2 Echancier des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission.

3-3.3.3 Etats d'acompte

Le projet de décompte initial est dématérialisé via Chorus Pro, la notification Chorus Pro emporte ordre de service.

3-3.3.4 Demande de paiement final (projet de décompte final)

Après achèvement complet de sa mission, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage, suivant les mêmes modalités que celles prévues pour les projets de décompte cités à l'article 3-3.3.1.

3-3.3.5 Décompte général

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 3-3.3.1 pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde. Le projet de décompte sera renvoyé par le titulaire dans le délai de (30 jours), par Chorus Pro (cf article 3-3.3.1 ci-avant).

3-3.4. Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher de la Division plateformes aéroportuaires, pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

3-3.5. Délai global de paiement

Le délai de paiement des factures est fixé à 30 jours.

3-3.6. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3-4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-4.1. Prix du marché

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées aux articles ci-après.

3-4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG PI, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres. En cas de remise d'offres successives, c'est la date limite de remise de l'offre finale qu'il convient de prendre en compte.

Ce mois, déterminé dans l'acte d'engagement, est appelé « mois zéro ».

3-4.3. Choix des index de référence

Index	Définition	Identifiant	Applicabilité
ING	Index divers de la construction – ING – Ingénierie – Base 2010	001711010	Tous les prix

Index publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment) et consultables sur le site de l'INSEE (www.insee.fr).

Les primes, pénalités et indemnités sont actualisées avec l'index du marché.

3-4.4. Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I_m / I_0$$

dans laquelle I_m et I_0 sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois de révision qui est soit l'index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable, soit la moyenne des index des mois au cours desquels ont été exécutés les éléments de la mission.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

3-4.5. Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3-4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

Conformément à l'article 283-2 nonies du code général des impôts, le maître de l'ouvrage paie le(s) sous-traitant(s) agréé(s) (ayant droit au paiement direct) sur la base hors taxe et l'entreprise principale auto-liquide la TVA sur sa déclaration de TVA.

3-5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3-5.1 Groupement : paiement des membres du groupement

La facture remise par le mandataire vaut, pour chaque membre du groupement, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

3-5.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, **le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>).**

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance. L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat. Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

3-5.3 Paiement des sous-traitants

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10% du montant hors taxe du marché public.

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe du marché ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire du marché devra fournir au maître d'ouvrage une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

3-5.3.1 Délégation de paiement (sous-traitance indirecte)

Aucune délégation de paiement n'est acceptée par le maître d'ouvrage. Le sous-traitant de premier rang (entrepreneur principal) doit, après acceptation du sous-traitant de second rang et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage, lui fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

L'article 14 de la loi de 1975 relative à la sous-traitance précise que le non-respect de cette condition rend le sous-traité nul.

Le sous-traitant indirect n'a pas droit au paiement direct. Seul le titulaire du marché est habilité à demander au maître d'ouvrage l'acceptation d'un sous-traitant de second rang.

3-5.3.2 Modalités de paiement des sous-traitants admis au paiement direct

a) Modalités de transmission

Dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, les sous-traitants admis au paiement direct adressent leur demande de paiement au titulaire seul habilité à adresser les demandes de paiement au maître d'ouvrage pour règlement. La demande de paiement est libellée au nom du maître d'ouvrage.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité :

- Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité :

Onglet : « factures de travaux - Déposer » ;

- Le cadre de facturation à utiliser est :

A10 : Dépôt par un sous-traitant de la demande de paiement dans le cadre d'un marché de travaux ;

- Dans le bloc « destinataire de la facture » :

- Le **maître d'ouvrage** est identifié par :
 - Une « structure » : SIRET 13000190200373 (SID Nord-Est (état d'acompte)) ;
- Un service : reprendre le code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement ;
 - Le **titulaire / co-traitant** doit être renseigné par son numéro SIRET ;
 - La **maîtrise d'œuvre** est identifiée par :
 - Une « structure » : SIRET 13000190200373 (SID Nord-Est (état d'acompte)) ;
 - Un service : reprendre le code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement ;

– Dans le bloc « références » :

- **Numéro de facture** : le projet de décompte déposé respecte impérativement le nommage suivant, inférieur à 20 caractères :

N°engagement juridique +tranche (F ou O + n°) +(S=sous-traitant) + texte libre ;

- **Numéro d'engagement** : saisir à nouveau le numéro d'engagement juridique (10 chiffres).

Le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. En l'absence de prise en charge, la validation est tacite et la facture du sous-traitant est transmise au destinataire (« maître d'ouvrage »).

b) Attestation de paiement du titulaire

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon matérialisée, le titulaire ou le co-traitant joint au projet de décompte :

- Une copie en double exemplaire de la demande de paiement du sous-traitant acceptée ou rectifiée par le titulaire/co-traitant,
- Une attestation de paiement signée du titulaire/co-traitant indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et n'inclut pas la T.V.A. (cf. art 283-2 nonies du code général des impôts).

En cas de groupement, l'attestation de paiement est signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon dématérialisée, le titulaire/co-traitant la valide ou la refuse directement dans Chorus Pro.

3-6. Obligations comptables

Sans objet.

ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4-1. Délai(s) d'exécution des prestations

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur. Les pénalités de retard sont appliquées sans que le titulaire ne soit invité à présenter ses observations.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de **100 €**.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, les pénalités de retard ne pourront excéder 25% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération d'office de pénalités et ce, quel qu'en soit le montant.

Les pénalités listées infra seront appliquées sans aucune mise en demeure sauf disposition particulière fixée ci-dessous.

4-3. Pénalités de retard dans la remise de documents pendant la période de préparation

Dans le cas où le titulaire doit remettre des documents pendant la période de préparation, il encourt une pénalité forfaitaire de **50 € par ordre de service de rappel**.

4-4. Pénalités de retard dans la remise de documents en cours d'exécution

Dans le cas où le titulaire doit remettre des documents en cours d'exécution, il encourt une pénalité forfaitaire de **100 € par ordre de service de rappel**.

4-5. Pénalités pour absence sur convocation

Pour toute absence injustifiée et non programmée à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **100 € par absence constatée**.

4-6. Pénalités documents « diffusion restreinte »

Conformément à l'article 1-3.6 du présent CCAP, dans le cas où le titulaire doit remettre le document identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire de **25 € par jour de retard**.

NOTA : Toutes les pénalités ci-avant sont cumulables.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avance

Une avance est versée au titulaire du marché, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Si le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du marché.

Il est égal au produit de ces 30 % par $12 / N$, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de 30 jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance s'effectue, si cela est réalisable, en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteindra 50 % du montant initial du marché. Dans le cas contraire, le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé au plus tôt et impérativement lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 30% du montant des prestations sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 6 – PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

6-1. Période de préparation

Il est fixé une période de préparation d'une durée d'un mois à compter de la date fixée par l'ordre de service qui en prescrira le commencement. Elle n'est pas comprise dans le délai d'exécution du marché.

Un ordre de service fixera la date de début et de fin de la période de préparation.

Au cours de cette période de préparation les documents énumérés ci-dessous, ainsi que ceux demandés au C.C.T.P. et lors de la réunion de lancement, doivent être impérativement fournis et visés par le maître d'ouvrage, pour ceux qui doivent l'être, avant toute exécution des prestations.

L'absence d'un de ces documents ou d'un visa fait obstacle au démarrage des prestations.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les documents demandés au visa du maître d'ouvrage, s'effectuera sous la seule responsabilité du titulaire du marché et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des prestations.

Le titulaire devra fournir à la Division projet Rafale Canada avant le début d'exécution des prestations les éléments suivants :

- Le nom de la personne physique habilitée à représenter le titulaire pour les besoins de l'exécution du marché ;
- Une liste nominative des personnels, comme défini au 1.3 ci-dessus ;
- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations à des salariés de nationalité étrangère ; dans l'affirmative, cette attestation devra certifier que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Le planning d'exécution ;
- Les copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 8 ci-après ;
- Un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels ;
- La fiche individuelle pour le contrôle primaire dûment complétée (suivant modèle remis à la notification) pour chaque personnel de l'entreprise ayant à accéder au lieu d'exécution des prestations.

6-2. Documents à fournir semestriellement – dispositifs de vigilance avec e-attestations.com

a) Présentation du dispositif e-Attestations

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

b) Documents à produire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou à son représentant, **tous les six (6) mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de six (6) mois,
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit d'une liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- un justificatif d'immatriculation dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP.

6-3. Mesures d'ordre social – Travail dissimulé - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers, de la même catégorie, employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au jour de l'exécution du marché.

6-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

6-4.1. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS)

Un coordinateur SPS de niveau 2, sera désigné pour la conception et les travaux.

6-4.2. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Un PPSPS sera à réaliser pour la phase travaux.

6-4.3. Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé

Sans objet.

6-4.4. Dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme des Armées

Les dispositions du Titre III de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiments et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, joint en annexe du présent CCAP, sont applicables.

D'autre part, il est rappelé que, d'un point de vue sécurité et prévention, pour une entreprise intervenant sur une emprise militaire, le titulaire devra prendre contact, avant tout début d'intervention, avec le chargé de prévention du site.

6-5. Accidents du travail

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître de l'ouvrage de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

6-6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

6-7. Prestations supplémentaires ou modificatives

6-7.1 Poursuite des prestations au-delà du montant contractuel

En cas de dépassement du montant contractuel, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'un avenant, dans le respect des prescriptions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

6-7.2 Prix nouveaux

Par dérogation à l'article 23 du CCAG PI, lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix pourront faire l'objet d'un état supplémentaire de prix forfaitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires signé des deux parties, en lieu et place d'un avenant.

6-8. Clause de réexamen

En cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir :

Conformément à l'article 25 du CCAG PI, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de ces circonstances. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par ces circonstances sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 7 - CONTRÔLES ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS

7-1. Présentation des documents

Conformément à l'article 28.4.2 du CCAG PI, le titulaire avisera par écrit l'acheteur de la date à laquelle les études lui seront présentées pour vérification.

Les prestations devront être transmises sous les formes et dans les quantités indiquées dans l'article 11 – Présentation et approbation des prestations du CCTP.

7.2. Contrôle et admission

Chaque partie technique fera l'objet d'une admission par l'acheteur. L'admission des prestations relative à chaque partie technique ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

La décision d'admission, avec ou sans réfaction, d'ajourner ou de rejeter les documents, sera notifiée au titulaire par l'acheteur dans un délai de **deux (02) mois** à l'issue du délai contractuel, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG PI et après la remise de tous les documents dus au titre de la partie technique.

Conformément à l'article 29.4 du CCAG PI, en cas de rejet des prestations par l'acheteur, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.

En cas d'ajournement et **par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG PI**, le délai donné au titulaire pour mettre au point ses prestations sera fixé par l'acheteur dans sa décision.

En cas de non-exécution des prestations, l'acheteur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire par une entreprise tierce.

7.3. Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, à l'issue de chacune des parties techniques décrites dans le CCTP.

ARTICLE 8. ASSURANCES

Le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du présent marché devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire à l'égard de l'acheteur et des tiers, conformément à l'article 9.2 du CCAG-PI.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG PI, les résultats réalisés dans le cadre du présent marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur.

Le prix de cette cession est intégré aux prix du marché, tels qu'ils ressortent de la Décomposition du Prix Forfaitaire et du Bordereau de Prix Unitaire. Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

9.1. Objet de la cession

La cession porte sur les résultats se rapportant aux prestations dispensées dans le cadre du contrat, ainsi que sur l'ensemble des données, conclusions, notes, rapports, restitutions et autres éléments demandés.

Le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits de toute nature afférents à l'ensemble des résultats décrits ci-dessus permettant à l'acheteur de les exploiter librement à des fins non commerciales pour assurer les objectifs du marché.

Les droits ainsi cédés sont les droits de reproduction, de représentation, d'arrangement, de correction, d'adaptation, de traduction, de communication et de distribution pour le monde entier et pour une durée de 70 ans.

Les résultats feront l'objet :

- d'une diffusion via le réseau interne du SID Nord-Est ce qui permettra une consultation libre par ses services,
- d'une mise à disposition sous forme de supports papier, de copies sur clé USB ou un autre support de stockage des fichiers,
- d'une mise à disposition auprès des services de presse, des médias, d'éditeur, sous forme de copies sur clé USB, ou un autre support de stockage des fichiers, à des fins promotionnelles et de diffusion.

Le titulaire reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte.

9.2. Droits et obligations du titulaire

1. Le titulaire peut librement publier les résultats sous réserve des stipulations de l'article 1.3.6 du CCP (respect des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité) et de l'accord préalable de l'acheteur. La publication doit mentionner que l'écrit publié a été rédigé pour le compte du SID Nord-Est.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

2. Le titulaire s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

3. Le titulaire conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats.

4. En cas de publication ou de communication, le SID Nord-Est s'engage à mentionner le nom et la qualité de l'auteur de l'œuvre, ainsi que sur chaque reproduction de celle-ci.

5. L'acheteur bénéficiaire de la cession peut concéder à titre non exclusif les droits d'exploitation au bénéfice du titulaire du marché.

Les droits concédés comprennent :

- le droit de reproduction
- le droit de traduction et le droit d'adaptation
- le droit de représentation

6. Le titulaire devra respecter le droit à l'image des personnes qui seront susceptibles d'être photographiées. Il fera ainsi son affaire des autorisations nécessaires pour le respect du droit à l'image des personnes et des droits des auteurs des œuvres, éventuellement photographiées et garantira le SID Nord-Est contre tout recours des tiers.

7. Le titulaire ne devra aucune assistance.

ARTICLE 10. DIFFERENDS ET RESILIATION

10-1. Règlement amiable des différends

10-1.1. Différend entre les parties

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, pour chaque chef de réclamation, le montant des sommes réclamées et leurs justifications.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans un délai de **deux mois**, à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

10-1.2. Saisie du comité consultatif de règlement amiable

À défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R.2197-16 du code de la commande publique).

10-2. Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

10-2.1. Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si l'acheteur décide de la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 36 du CCAG PI et la fraction des prestations déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

10-2.2. Résiliation sur demande du titulaire

Conformément à l'article 38.1 du CCAG PI, si le titulaire rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation à l'acheteur. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

10-2.3. Résiliation aux torts du titulaire

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'acheteur est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG PI), les prestations sont réglées sans abattement.

10-2.4. Résiliation du marché pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de régulariser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours**, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai prévu, le pouvoir adjudicateur en informe l'instance de contrôle et peut rompre le contrat sans indemnités aux frais et risques du titulaire du marché, conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

10-3. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel le marché est exécuté.

ARTICLE 11. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

L'acheteur peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'acheteur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

12-1. CCAG PI

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI
- L'article 3-3.3.1 du CCAP déroge aux articles 11 et 11.2 du CCAG PI

- L'article 3-4.2 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG PI
- L'article 4.2 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI
- L'article 6-7.2 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAP PI
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 29.2.1 du CCAG PI
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG PI.